
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LIV.

Du Samedi 15 Août 1789.

Séance du Jeudi.

M. le Président a annoncé qu'il avoit eu l'honneur de présenter au Roi les deux derniers décrets de l'Assemblée, & que Sa Majesté la recevroit à midi.

MM. les Secrétaires ont annoncé différentes adresses de félicitation ou d'adhésion des villes d'Orléans, de Montmorillon, d'Uzès, de Saint-Paul-de-Léon, de Beaufort en Anjou, de Landivisio en Bretagne, de Sarlat, d'Etampes, de Clermont en Beauvoisis, de Condom, de Saintes, de Bordeaux & de plusieurs autres villes.

M. l'Abbé de Montesquiou a fait mention de la lettre d'un Allemand, portant offre à l'Assemblée nationale, de ses ouvrages sur la Navigation; d'une autre lettre de M. l'Abbé Faucher, Prédicateur du Roi, sur la religion nationale, & d'une délibération des Commissaires des trois Ordres de Montpellier & du corps municipal de Soissons.

On ne pouvoit s'occuper de la constitution dans un jour consacré à sanctionner dans la chapelle du Roi les loix inf-

Tome II,

O

pirées par le patriotisme. M. le Chevalier de Boufflers a fait le rapport d'une plainte rendue par le Procureur du Roi de Falaise.

Il paroît en résulter que ce Magistrat, ayant procédé en qualité de Commissaire à la rédaction du cahier de son bailliage, y avoit inséré quelques principes contraires à ceux du parlement de Rouen, qui l'a décrété d'ajournement personnel, interdit & poursuivi. Il demandoit en conséquence la protection de l'Assemblée nationale, en soutenant que cette cour n'avoit pas le droit de statuer sur une cause qui concernoit la liberté de la Nation; que les poursuites du parlement de Rouen fussent déclarées attentatoires à l'autorité de l'Assemblée nationale, & que la forme des *dénonciations par un de Messieurs*, fût abrogée; il paroissoit naturel de vérifier les faits avant toutes choses dans une affaire qui pouvoit présenter une entreprise du pouvoir judiciaire sur la puissance législative; car attaquer les procédés des assemblées élémentaires, compromettre la liberté de leurs opérations, c'est violer la liberté nationale.

Aussi M. Regnaud disoit: « Ce procureur du Roi est puni pour avoir reconnu des abus dans quelque partie de l'ordre judiciaire, & l'avoir exprimé dans des cahiers d'une assemblée bailliagere. Si de pareils procédés étoient tolérés, il n'y auroit plus de liberté, & personne n'oseroit élever sa voix. L'Assemblée doit un grand exemple de sévérité dans cette circonstance; elle ne doit point renvoyer cette affaire au pouvoir exécutif, mais en connoître ».

M. Lavie a dit qu'il avoit manqué d'être la victime d'une pareille autorité, & qu'il falloit ordonner à son procureur général de venir rendre compte des motifs à la barre.

M. Hébrard croyoit la démarche prématurée, & réclamoit la communication du décret qui devoit indiquer le titre de l'accusation.

« Il semble , disoit M. l'abbé de Montesquiou , que la marche est déjà tracée ; quoique les cours ne donnent pas les raisons de leurs jugemens ; le conseil est dans l'usage de leur demander la communication des motifs ; il faut les demander au parlement de Rouen ».

M. Target a observé que l'information étoit dans ce moment au Conseil , & M. Garat a demandé que M. le Garde des Sceaux fît part de ses observations ; que d'ailleurs tout tribunal étant vengeur de sa propre juridiction , l'Assemblée nationale devoit l'être à plus forte raison , s'agissant d'un attentat à sa liberté ; qu'il suffisoit de relire l'arrêté du 23 Juillet. L'idée d'un tribunal dans cette Assemblée est une idée fautive , a répliqué M. de Mortemar : ce n'est ici qu'une assemblée législative ; il seroit dangereux qu'elle fût judiciaire : » l'Assemblée est un Conseil législatif , a dit M. Goupille de Préfeld. Il doit être le vengeur des attentats faits à la liberté. C'est ici un délit national ; mais il est de la sagesse de l'Assemblée de ne pas compromettre son autorité , & je pense qu'il faut ordonner que le procureur-général du Parlement de Rouen envoie les piéces avec un mémoire expositif de sa conduite , pour être statué ce qu'il appartiendra.

« Vous avez formé un comité pour la recherche des crimes de lèse-nation , observoit M. Arnaud , il s'agit donc de demander à M. le Garde des Sceaux cette procédure , afin que le comité en fasse le rapport.

M. Thuaud rappelant de nouveau que l'assemblée étoit législative , vouloit qu'on se bornât à demander l'apport des procédures au comité des douze qui en rendroit compte.

On est allé aux voix , & il a été décidé que M. le président écrirait à M. le Garde des Sceaux , pour demander les piéces qui seroient remises au comité.

Ensuite M. Greffet de Beauregard a fait le rapport de l'opinion du comité de la vérification des pouvoirs, sur la demande formée par le bailliage de Chauni, pour avoir une plus grande représentation. Ce bailliage, qui contient 161 bourgs, paroisses ou hameaux, avec une population de 69 mille 400 âmes, 140 ecclésiastiques & 80 gentilshommes possédant fiefs, prétendoient à une députation directe, au lieu de concourir comme bailliage secondaire à la députation du Vermandois; le comité avoit pensé que la députation demandée par ce bailliage devoit lui être refusée, & que sa requête déposée au secrétariat, seroit prise en considération, lorsqu'il s'agira de régler les convocations futures.

L'assemblée a adopté cette opinion.

M. le vicomte de Noailles a demandé la parole pour une motion intéressante. « Il faut s'occuper de l'armée », a-t-il dit, l'époque où une partie des soldats abandonnent leurs garnisons approche; ils voudront tous les quitter, & aucune puissance ne pourra les retenir ou les rappeler: les soldats se répandront ainsi dans le royaume, se livreront peut-être à des excès faciles à prévoir & utiles à prévenir. Pour l'empêcher, il me paroît indispensable que l'assemblée règle le nombre des troupes nécessaires à la défense du royaume, le prix qu'elles doivent coûter, & le sort de ceux qui font partie de l'armée. Ces objets regardent essentiellement le pouvoir législatif. En conséquence, je propose à l'assemblée de nommer incessamment un comité militaire, pour s'occuper de la constitution de l'armée, & j'offre d'y soumettre aussi-tôt un travail y relatif ».

M. le duc de Mortemar a observé que cette motion avoit trait à la constitution; & qu'elle devoit être renvoyée à l'époque où l'assemblée s'occuperoit de cette partie.

M. le comte de Virieux a dit « que l'assemblée avoit déjà décrété que les troupes & les officiers prêteroi^{ent} serment , mais qu'il étoit très-nécessaire de corriger une erreur dangereuse qui s'étoit glissée dans la rédaction. C'est le serment des officiers à *prêter es mains des officiers municipaux*. C'est donner en quelque sorte , a-t-il ajouté , le commandement des troupes à ces magistrats, & des prétextes à des divisions ».

« La forme n'est pas plus pure en principe , s'est écrié M. de Mirabeau , qu'heureuse dans la rédaction. Il faut dire que le serment sera prêté *en présence des officiers municipaux* ; mais on ne doit pas dire *dans leurs mains* , quand on pense que les élections municipales sont si vicieuses. J'ai entendu parler de plusieurs aristocraties ; mais il n'en est pas de plus tyrannique que l'aristocratie municipale , telle qu'elle est depuis quelque temps.... Sans doute la disposition des forces militaires appartient au pouvoir exécutif ; mais la fixation des rapports entre la constitution nationale & la constitution militaire , est du ressort de l'assemblée. La déclaration des droits est le préliminaire dont nous devons nous occuper. C'est l'ordre du travail.

Enfin , après quelques observations de MM. de Préfeld , Pison , de Clermont-Tonnerre & Bouche , il a été décidé 1°. qu'on mettroit à la fin du décret pour la tranquillité publique , que le serment seroit prêté *par les officiers en présence des Officiers municipaux & à la tête des troupes*. 2°. Qu'il seroit dit à la fin du décret , à la réquisition des officiers civils *ou municipaux*. 3°. Qu'on feroit une petite feuille pour annoncer l'erreur commise dans cette édition du décret , & qu'elle seroit envoyée dans tout le royaume.

Séance de Jeudi au soir.

M. le comte de Clermont-Tonnerre a observé , que l'article de l'arrêté concernant la dîme lui paroissoit , & à plusieurs membres , avoir été imprimé peu exactement , en ce qu'il y étoit dit , que les ecclésiastiques ne cesseroient de jouir de leurs dîmes , que quand ils seroient en possession d'un *remplacement*. Vérification faite , il s'est trouvé que l'article avoit été imprimé tel qu'il avoit été rédigé.

Alors il s'est élevé une autre question , savoir si le mot *remplacement* signifie un fournissement égal & équivalent , ce qui seroit un véritable rachat ; ou bien s'il signifioit un autre traitement honnête & convenable.

MM. du Clergé auroient pu terminer la question à l'instant , en s'expliquant sur la manière dont ils entendoient le mot *remplacement* ; ils ne l'ont pas fait , & leur silence a donné lieu à des altercations fort vives.

Plusieurs membres ont parlé : M. Camus a parlé le dernier ; & après avoir marqué sa surprise de ce qu'on agitoit si long-temps une question qu'un peu de sens froid & d'impartialité n'auroit pas laissé naître , il a rappelé les faits qui avoient fixé l'état de la discussion sur les dîmes.

Le projet de l'arrêté avoit paru inexact , parce qu'en ne parlant que du rachat de la dîme , il laissoit subsister déterminément cet impôt , qui ayant été accordé par la nation , peut être révoqué ou modéré par elle.

On avoit proposé de supprimer la dîme , à compter du 1 janvier 1790 ; cela n'étoit pas juste , parce qu'à cette époque ceux qui vivoient de la dîme seroient morts de faim.

De supprimer la dîme dès à présent , sauf à pourvoir à

la subsistance de ceux qui vivoient de la dîme , ce n'étoit pas encore leur donner une sûreté assez précise.

Les choses étoient dans cette position , au moment où le Clergé abandonna les dîmes ; & alors pour pourvoir complètement à sa subsistance , on arrêta qu'il ne cesseroit de fait de percevoir la dîme , que quand de fait il jouiroit de ce qu'on lui auroit attribué au lieu des dîmes.

Ces faits étant constans & ne pouvant pas être niés , il étoit évident que tout se réduisoit à convenir de l'idée que l'arrêté exprimoit par le mot *remplacement* ; & M. Camus demanda qu'on allât aux voix sur la motion suivante.

Attendu l'incertitude qui s'élève sur le sens du mot *remplacement* employé dans l'arrêté , décider si ce mot signifie un rachat ou fournissement égal & équivalent ; ou bien s'il signifie un traitement honnête & convenable pour subsister.

Plusieurs curés ont déclaré qu'en faisant leur abandon , ils n'avoient pas entendu exiger un fournissement égal & équivalent.

M. l'archevêque de Paris a fait la même déclaration. Le surplus du clergé a paru par son silence approuver ces déclarations.

L'assemblée a pris l'arrêté suivant : « Attendu qu'il a été reconnu par l'assemblée que le mot *remplacement* ne signifie point un fournissement égal & équivalent , mais seulement un traitement honnête & convenable , il n'y a lieu à délibérer.

Séance d'hier.

M. l'abbé de Montesquiou a fait mention des adresses de Saint-Etienne en Forest , Châtillon-sur-Marne , Bergue de

Saint-Vinox , Cherbourg , Greci en Brie , Ruevigni en Thierache , Brioude , Colmar , Saint-Omer & Chaumont en Bassigni.

Un de MM. les secrétaires a lu aussi une délibération de la cour des comptes & finances de Montpellier , & a annoncé à l'assemblée un projet de monument à la gloire du roi & des représentans de la nation , par M. de Varenne. Il a parlé aussi d'un manuscrit sur les droits de l'homme , adressé à l'assemblée , qui a ordonné qu'il fût renvoyé aux bureaux.

En ordonnant que toute motion qui n'auroit pas de rapport à la constitution , seroit éloignée , a dit M. Duquesnoi , vous avez voulu , Messieurs , que l'on ne s'occupât que de ce grand objet. Le comité que vous en avez chargé a-t-il répondu à ce que vous deviez en attendre ? Il est certain que dans un plan quelconque , vous en auriez adopté une partie ou une autre ; mais vos intentions n'ont pas été remplies : vous avez vu le travail de M. Mounier , celui de M. l'archevêque de Bordeaux & celui de M. de Clermont-Tonnerre ; mais vous n'avez pas un seul plan de votre comité : c'est comme s'il n'avoit pas été établi , car il ne vous a offert aucuns résultats. Si vous ne hâtez vos travaux , ils n'auront point de terme. Je propose donc quelques questions dont l'assemblée pourroit s'occuper dans les bureaux.

L'assemblée sera-t-elle permanente ou périodique ?

Quelles sont les qualités nécessaires pour être électeurs ou éligibles pour l'assemblée nationale & pour les assemblées secondaires ?

Quelle doit être l'influence de l'autorité royale sur la législation ?

M. de Volney appuyant la première partie de cette

motion, a fait un amendement, tendant à ce que l'assemblée s'occupât incessamment de la formation des administrations provinciales, municipales, & de district. C'est par ces établissemens que nous ferons exécuter les décrets : de fait il nous assureront ainsi la sûreté & la liberté des propriétés, & nous faciliteront la perception de l'impôt. La création de ce pouvoir exécutif pour l'administration est d'autant plus pressante qu'il a été déjà établi qu'on feroit jouir les peuples de l'égalité des contributions pour les six derniers mois.

A quoi peuvent servir les motions, répondoit M. Crénère, quand un comité s'occupe de la constitution, & un autre de la déclaration des droits. Dans l'ordre des matieres, ce feroit du pouvoir législatif que nous devrions nous occuper; dans l'ordre des besoins, ce feroit du pouvoir exécutif & judiciaire. Ainsi, point de motions; les comités doivent nous occuper des objets de leurs travaux.

M. le comte de Montmorenci développant la même opinion, a pensé qu'il n'y avoit rien à délibérer : l'assemblée devant s'occuper lundi de la *déclaration des droits*.

Alors M. Dupré a commencé une nouvelle motion qui a été interrompue, & M. Regnaud a repris le cours des débats, en disant que le comité n'étant pas d'accord sur les bases principales; ce travail de la constitution se trouvoit retardé; qu'il falloit s'occuper de l'organisation des assemblées secondaires, & demander aux membres du comité leur opinion sur les objets particuliers.

Il faudroit autoriser, disoit aussi M. le baron de Monboisfier, les députés à préparer, par *généralité*, un plan d'organisation de toutes les assemblées secondaires, & le soumettre ensuite à l'assemblée générale. Mais M. de la Jacqué-

miniére répliquoit avec raison qu'il existoit déjà des assemblées provinciales & des assemblées de district; & qu'il paroïssoit plus nécessaire d'établir les premiers principes avant les conséquences : c'est ce qu'a fait très bien sentir M. de Clermont-Tonnerre en rendant justice aux bons motifs de M. Duquesnoi. Il a annoncé que lundi le comité de constitution présenteroit un travail très-considérable sur les bases principales.

En effet, il paroïssoit inutile de s'occuper des assemblées secondaires, avant de s'être occupé des principales. Comment conformer les premières aux secondes? Ne pouvoit-il pas se glisser dans l'organisation du pouvoir administratif, des principes contraires à ceux du pouvoir législatif, source naturelle de tous les autres.

On est allé aux voix, & l'on a déclaré unanimement n'y avoir lieu de délibérer.

M. le président a annoncé, d'après le dépouillement du scrutin, que M. Camus étoit nommé *archiviste* par 331 suffrages sur la totalité de 681.

M. de Hillerin a fait hommage à l'assemblée nationale d'un ouvrage intitulé : *Considération sur la procédure criminelle*.

L'assemblée s'est ensuite divisée en bureaux, pour nommer un président & trois secrétaires sortant de place.

On devoit aussi s'occuper de la nomination de trois membres par bureaux, pour les comités ecclésiastiques judiciaires; les généralités devoient se rassembler, pour nommer les membres du comité féodal.

C'est à ces comités importants qu'il appartiendra de préparer les réglemens qui doivent adoucir les maux inévitables que les révolutions les plus justes causent toujours à quelques individus. Si des circonstances désastreuses &

le caractère national ont fait exécuter de grands projets, qui dans des tems de calme auroient été faits avec plus de lenteur, l'assemblée nationale va s'occuper avec le plus grand soin dans les comités de tous les moyens d'exécution qui consacrent la sûreté & le respect des propriétés, sans lesquels il n'est ni loix durables, ni législateurs bienfaisans.

N. B. MM. les souscripteurs dont l'abonnement finit au 60. Numéro, sont priés de le renouveler à Paris, chez Cussac, libraire, au Palais-Royal, n°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe. Le prix de chaque abonnement de 30 Numéros, est de 6 l. pour Paris, & de 7 liv. 10 sols, franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution, les lettres ne seroient pas reçues.

HOTEL - DE - VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris, ce 27 Juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de LAPORTE, rue des Noyers.

